

Mobilités et diasporas

Perspectives politiques et *scenarii* pour l'avenir

Jean-Baptiste Meyer¹ – IRD - 31 mars 2017

Le grand historien britannique Arnold Toynbee montrait – il y a 50 ans- que la diaspora était la forme transitoire entre l'Etat-nation et l'avènement d'un monde cosmopolite. Leur émergence semblait ainsi inéluctable². L'interpénétration des sociétés nationales, avec une circulation accrue de leurs ressortissants et leur installation fréquente en terres étrangères, paraissait une évolution normale. Pourtant, aujourd'hui, celle-ci semble remise en question. La migration des hommes ne va guère de soi : elle est objet d'âpres discussions, de critiques, de polémiques. Le débat politique en fait un thème majeur, à l'échelle locale comme internationale. Pour comprendre les enjeux très actuels de cette question, il convient d'observer comment elle est abordée à ces deux niveaux ; et rien n'est plus éclairant que de le faire sur des exemples précis. La campagne des élections présidentielles françaises, en cours, fournira ici le premier de ces exemples; et le récent rapport prospectif du centre de développement de l'OCDE, portant sur le futur des migrations internationales, constituera le second. A travers ces deux cas se dévoilent les esquisses des traitements à venir de la question migratoire et des diasporas.

Orientations de la politique migratoire selon les programmes électoraux.

Comment sont envisagées les mobilités, l'accueil et l'installation des personnes d'origine étrangère en France dans les prochaines années ? La campagne électorale française est une bonne occasion de mettre à plat les programmes proposés et, pour l'observateur, d'en tirer des enseignements circonstanciés. Ceux des 11 candidats ont été enregistrés, soit depuis leur site de campagne lorsqu'ils étaient disponibles, soit en les sollicitant, à défaut. Leur taille générale oscille entre quelques dizaines de paragraphes et plusieurs centaines de pages, selon les candidats. Les termes associés au phénomène migratoire et diasporique y ont été systématiquement relevés. Les chapitres ou sections des programmes relatifs aux aspects de mobilité et de coopération ont fait l'objet d'un examen particulier. Les résultats que livrent cette revue exhaustive ne sont pas sans surprise : ils rompent parfois avec une image médiatique qui s'est imposée sans confirmation empirique (voir tableau 1).

Le tableau ci-dessous expose en six colonnes, pour chacun des onze candidats :

¹ jean-baptiste.meyer@ird.fr

² Cité par Stéphane Dufoix, introduction, in Dufoix, Guérassimoff et Tinguay, *Loin des yeux, près du cœur : les Etats et leurs expatriés*, Paris, Presses de sciences-po, 2010

- le recensement des principaux termes référant au thème migratoire³,
- le nombre de pages consacrées à ce thème,
- la part relative de ce nombre dans l'ensemble du programme (en pourcentage),
- enfin, si la question migratoire apparaît de façon prioritaire ou secondaire dans l'ordre de présentation thématique du programme.

Ainsi peut-on constater de façon objective comment chaque discours aborde (ou non) cette question politique.

Tableau 1 : le thème migratoire dans les programmes électoraux des candidats aux élections présidentielles françaises, avril – mai 2017 ; occurrences dans leurs projets respectifs.

Candidats	Diaspora	Migr*	Immigr*	Pages	Importance(%)	Priorité
Arthaud		13	2	1,5	3,6	2
Asselineau		1	1	0,1	0,1	0
Cheminade	2	39	28	10	3,3	1
Dupont-Aign.		50	34	7	3,8	1
Fillon		25	16	2	2,1	2
Hamon		4		0,5	1,2	2
Lasalle		0		0	0	0
Le Pen		4	4	0,5	3,8	1
Macron		1	1	0,1	0,1	0
Melenchon		11		1	1,1	2
Poutou		11	6	1	2,1	2

La majorité des candidats accordent une certaine importance au thème migratoire, qui représente entre 1% et presque 4% de l'ensemble de leur discours. Il est évoqué de 0 à 50 fois selon les programmes. Trois candidats n'y prêtent aucune ou seulement très peu d'attention (0 ou 1 mention). Par ailleurs, la dénomination n'est pas anodine. Pour certains, la question migratoire est essentiellement une question d'**immigration**, par conséquent centrée sur la France comme pays récepteur. Pour d'autres la migration est perçue comme un phénomène plus large et plus général, qui ne concerne pas que le pays. Une corrélation existe entre la priorité portée à la question migratoire dans le programme électoral, son importance relative dans le discours et sa qualification sous le terme d'*immigration*. Ainsi, plus la vision est centrée sur la France, plus le thème est mis en exergue.

Certains associent la situation internationale et notamment la coopération – le terme de « co-développement » revenant dans plusieurs programmes- à celle des mobilités humaines. Lorsque l'immigration est minimisée, ce sont plus les migrants acteurs –heureux ou

³ Immigr* = immigrant(e)(s), immigré(e)(s), immigration ; Migr* = voir termes précédents, + : migrant(e)(s), émigré(e)(s), migration(s), émigration, migratoire(s) ; sites web candidats : voir cet article version longue

malheureux- du développement durable, qui sont mis en avant. Enfin, un seul candidat adopte le terme de **diaspora**, pour évoquer le rôle positif collectif de ces migrants dans la mondialisation partagée et le potentiel qu'il revêt. D'une façon générale, la migration apparaît beaucoup plus souvent comme un problème – humanitaire, sécuritaire ou autre- que comme une chance ou une opportunité.

En définitive, outre la portion congrue réservée à la diaspora, le lexique du discours électoral est classique, sans référence au métissage, par exemple. Le trans-nationalisme n'est guère évoqué (sauf pour les entreprises...), et si le concept d'intégration est bien présent, la mixité est rarement mise en exergue. Visiblement, le caractère national des élections forge mécaniquement une approche stato-centrée⁴. Elle oscille entre deux références opposées, aux extrêmes : d'une part, un traitement coopératif à travers une nouvelle organisation inter-gouvernementale mondiale spécialisée ; et d'autre part la protection unilatérale du territoire français par des frontières nationales mieux contrôlées. La rhétorique varie à l'évidence considérablement, entre les appels à l'internationalisme et à son opposé. Mais les concepts opératoires autour des notions de réseau, de communautés de pratiques, d'outils partagés, de liens à distance, et de transferts de toutes sortes de valeurs, ne sont guère mobilisés. Apparaît là un décalage frappant entre, d'une part, le vécu des migrants ainsi que de leurs nombreux partenaires - relayés par les constats des chercheurs au vu des formes nouvelles de communication et de leur impact sur les sociétés civiles d'accueil et d'origine – et d'autre part, les référents identitaires mobilisés dans la sémantique politique traditionnelle, telle que reflétée dans la plupart des programmes. Cette disjonction contemporaine entre les catégories de l'action et celles du discours révèle une difficulté à traduire en (cosmo)politique des formes sociétales (transnationales) émergentes. Elle n'est guère propre au contexte français et pèse notamment sur les *scenarii* qui sont faits au niveau international. Ils mettent en évidence les risques et les opportunités que recèlent actuellement les politiques migratoires et diasporiques.

Quatre *scenarii* pour appréhender le futur des relations migratoires dans le monde d'ici 2030

Depuis le début du XXIème siècle plusieurs exercices de prospective des migrations internationales ont vu le jour. Il en est un, particulièrement récent, élaboré par le centre de développement de l'OCDE, au long d'un travail de deux ans, avec la collaboration de nombreux experts internationaux⁵.

Intitulé « Perspectives sur le développement mondial 2017 : la migration internationale dans un monde en mutation », il propose notamment 4 *scenarii*, après une analyse soignée de l'état et des tendances les plus actuelles des flux migratoires. Les quatre entérinent les deux

⁴ Bornée par les limites de l'Etat-nation

⁵ *Perspectives on Global Development 2017 ; International Migration in a shifting world* ; Organisation de Coopération pour le Développement Economique, Paris. 2016

macro-déterminants que sont l'évolution démographique (vieillesse des pays de l'OCDE et croissance de la population active sur le continent Africain) ainsi que le changement climatique global, mais avec des effets variables. Ils indiquent 4 configurations possibles en fonction de différents facteurs politiques, économiques et sociaux. Ils ne constituent évidemment pas un lot de prédictions mais plutôt des combinaisons types de différents variables, comme références utiles pour un positionnement politique, devant des enjeux clarifiés par cette projection dans le futur. Il est utile de souligner que cet exercice prospectif s'est achevé juste avant les événements récents de la conjoncture internationale que représentent le *Brexit* et l'avènement d'une nouvelle administration américaine.

Le premier *scenario* correspond à un prolongement des *trends* actuels. Il prend pour acquis le ralentissement de la croissance dans les grands pays émergents, qui avait tiré celle du monde entier durant la dernière décennie. Cette tendance modérée se poursuit dans un contexte où le vieillissement s'accroît et où la dette publique de nombreux Etats continue de peser fortement sur leurs politiques. La pression sociale accrue qui en résulte complique un peu plus la situation actuelle et restreint la marge de manœuvre des pays receveurs. Dans ce contexte, le taux migratoire n'augmente pas ou peu (restant autour de 3,3% de la population) et des accords régionaux limités plutôt que multilatéraux prévalent dans la régulation au cas par cas. En Europe, les accords de Schengen sont abrogés. Le travail du *Care*⁶ absorbe une bonne part des migrants légaux. La crise de la jeunesse dans la région MENA (Maghreb et Moyen-Orient) s'intensifie avec l'expansion de cette classe d'âge souvent désœuvrée. Les flux migratoires sud-sud s'accroissent en compensation des restrictions à la mobilité vers le nord, produisant de nouvelles tensions entre pays aux équilibres instables.

Le deuxième *scenario* est celui où les meilleures conditions sont réunies. Les SDGs⁷ (objectifs du développement durable) retenus par la communauté internationale pour les 15 prochaines années, s'accomplissent. Il y a convergence économique, avec des accords commerciaux réactivant une croissance planétaire partagée. Les pays à revenus intermédiaires rejoignent progressivement les plus riches ; de nombreux pays en développement entrent en phase d'émergence. Les effets nuisibles du changement climatique restent limités grâce à la concertation générale. Dans ce *scenario*, les transferts de fonds des migrants en faveur de leur pays d'origine s'accroissent de même que toutes sortes de valeurs transmises. Les obstacles levés à la circulation des hommes favorisent de multiples gains de productivité du travail. La migration sud-sud s'accroît à mesure des nouvelles opportunités qui apparaissent dans ces régions, dans des conditions positives. La transportabilité accrue des compétences entre des espaces économiques et des marchés du travail ouverts et coordonnés encouragent et facilitent des retours productifs au pays de départ des migrants.

⁶ Soins et accompagnement des personnes dépendantes

⁷ *Sustainable Development Goals*, entérinés par l'AG des Nations Unies de 2015.

Le troisième *scenario* introduit la possibilité d'une crise inattendue –en l'occurrence un choc financier affectant les pays émergents- dans le déroulement des événements. Les acquis de la décennie précédente sont effacés. Les tensions s'accroissent mais sont heureusement surmontées par une coopération internationale active et déterminée. Les flux migratoires ralentissent avec le refroidissement de l'économie. Les situations critiques issues des bouleversements socio-politiques et économiques génèrent des flux de réfugiés, gérés en concertation par les pays, qui mettent en place des dispositifs appropriés d'absorption à travers des accords multi et bi latéraux.

Le quatrième *scenario* est celui du pire. La coopération internationale s'y délite rapidement sous l'effet de mesures isolationnistes non-concertées. Le protectionnisme se développe dans un contexte où les organisations intergouvernementales (type ONU) sont discréditées. L'automatisation de la production répond aux nécessités immédiates de tâches sur les marchés du travail vieillissants des pays de l'OCDE et/ou émergents mais aux dépens de l'emploi, même qualifié. La protection sociale est remise en question, dans un rapport actifs/inactifs défavorable, exposant les travailleurs de tous ordres à la précarité. La migration devient alors une pomme de discorde de plus en plus aigüe. La xénophobie se répand, avec le chômage. La fermeture s'accroît partout et l'efficacité sécuritaire s'accroît, pour rendre les frontières incontournables.

Les *scenarii* évoqués ci-dessus sont destinés à révéler comment se combinent des variables socio-économiques ainsi que politiques et leurs effets sur les mobilités. Il est aisé de constater qu'en l'espace des quelques derniers mois plusieurs de ces variables ont pris une consistance inattendue (velléités protectionnistes, fermeture/isolement unilatéral, menaces sur la coopération) qui augurent de la mise en place, actuellement, d'un *scenario* voisin du pire des quatre envisagés par le centre de développement de l'OCDE...

A l'échelle de la France, le caractère essentiellement négatif que revêt la migration dans les discours politiques – que ce soit pour en dénoncer la supposée menace ou pour préconiser la solidarité devant le malheur- n'incite guère plus à l'optimisme. Pourtant les agences de coopération ainsi que les organisations de la société civile savent bien qu'il n'en est pas ainsi. Elles qui œuvrent concrètement dans le champ des diasporas et du développement infirment chaque jour, dans leurs actions, cette vision erronée. Cet état de fait pose la question fondamentale de l'inadéquation des dispositifs étatiques actuels pour répondre aux enjeux de la mobilité transnationale. C'est une véritable question de philosophie politique : celle de la souveraineté, absolue sur un territoire, inexistante ailleurs. Une telle forme de souveraineté est nécessairement remise en cause dès lors que ce grand partage s'abolit peu à peu, par l'obsolescence des frontières pour un nombre croissant de relations sociales, dans un réalisme cosmopolite⁸ qui s'impose.

⁸ Sur le cosmopolitisme réaliste et non pas utopique: Ulrick Beck, qu'est-ce que le cosmopolitisme, Aubier 2006